



ÉDITORIAL

L'accompagnement du futur retrait du théâtre afghan représente un défi logistique que le SCA s'est déjà attelé à relever. Ses compétences en matière de marchés de transport par tous vecteurs placent le service à la manœuvre pour accompagner les flux considérables de biens logistiques qui devront être rapatriés. Nous garantirons ainsi au chef d'état-major des armées un redéploiement en bon ordre dans le respect de ses contraintes opérationnelles et avec la sécurité juridique optimale. Au quotidien, la qualité du service rendu aux bases de défense est entrée dans l'ère de la performance et du dialogue de gestion. Nous nous engageons tous à réduire les délais, à fluidifier la dépense, à sécuriser les engagements, à maîtriser les intérêts moratoires dont tout dérapage est un aveu d'impuissance que je refuse. Je sais pouvoir compter sur chacun de vous, acteurs de terrain ou cadres, pour remporter ce combat. Au plus près des administrés, le CAMID poursuit sa montée en puissance et la mise sous contrôle de ses processus. Notre obligation de résultat est notre raison d'être et notre fierté, j'ai confiance en vous ! Dernière lettre avant la césure estivale, je sais les trésors d'énergie que vous consacrez à votre mission quotidienne ; il est bientôt temps pour la plupart d'entre vous de partir vous ressourcer et faire le plein de vitalité en famille ou entre amis. À ceux qui nous quittent, je souhaite épanouissement et accomplissement et les remercie pour le travail accompli, et à ceux qui nous rejoignent je souhaite très chaleureusement la bienvenue.

CGCA Jean-Marc Coffin

Sommaire

P.2 **Sujet du mois**
En Afghanistan, le soutien continue...
Témoignage : le SCA détache son personnel en opération extérieure

P.3 **Vie des organismes**
Une organisation des PFAF normalisée, orientée vers les clients
Transformation des PFAF, les perceptions du terrain à Rennes

P.4 **Brèves • Agenda**
À l'honneur
Nos agents ont du talent

ACTUALITÉS

Exercice opérationnel en Polynésie française

Lundi 16 avril 2012, un tsunami touche sévèrement l'île de Raiatea, provoquant d'importants dégâts humains et matériels. Le haut commissaire de la République fait appel aux forces armées en Polynésie française (FAPF) pour gérer les premiers instants de la crise. Rapidement, le groupement de soutien de la base de défense de Polynésie française (GSBdD PF) reçoit l'ordre de déployer une base de soutien à vocation interarmées (BSVIA), capable d'assurer le soutien de renforts extérieurs. Les échéances sont courtes : plus de 300 renforts arrivent dans les 48 heures. Tel est l'un des enjeux majeurs de l'exercice Poti 2012, organisé au sein des FAPF du 16 au 20 avril 2012 : vérifier la capacité à accueillir, soutenir et projeter 300 renforts extérieurs, dans un contexte de double rationalisation du soutien et des



Les militaires des trois armées de la DICOM/GSBdD PF participent au montage d'une remorque de douches.

moyens en Polynésie française. Pour ce premier exercice opérationnel du GSBdD PF, la BSVIA était déployée sur le site d'Arué en moins de 24 heures et l'exercice s'est conclu par un repas servi sur site, à partir des modules 150, à l'ensemble des participants.

La projection d'une base de soutien avancée (BSA) sur une île autre que Tahiti constituera le prochain défi opérationnel de la DICOM/GSBdD PF en 2013. ■

Ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe, les élèves commissaires témoignent...



© ADC DOMENECH

représentées : des écoliers, des anciens combattants, des civils, des militaires d'active», précise l'aspirant commissaire (Terre) Cyril Duchemin.

«Il est important qu'une délégation du SCA y participe. Les missions de soutien sont partie prenante des opérations militaires», conclut l'aspirant commissaire (Marine) Gabriel Rollin.

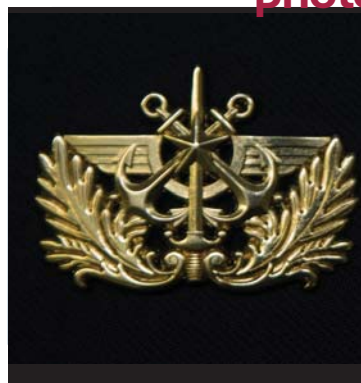
Le cérémonial patriotique et la ferveur de l'hommage ont témoigné des valeurs d'engagement et de sacrifice héritées et portées avec fierté par les nouvelles générations. ■

En 1923, un journaliste lance l'idée d'une flamme du souvenir sur la tombe du soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe. Depuis, des délégations militaires et civiles se relaient quotidiennement pour raviver la flamme symbolique.

Le 23 mai dernier, le CGCA Coffin, entouré d'une importante délégation du service du commissariat des armées et de représentants de diverses associations, procédait au ravivage de la flamme.

« Cette cérémonie est d'abord constitutive de notre devoir de mémoire », explique l'aspirant commissaire (Air) Élise Darchicourt. « C'est aussi, spécialement pour nous, jeunes élèves commissaires, une cérémonie qui vient nous rappeler le sens de notre récent engagement », ajoute l'aspirant commissaire (Marine) Antoine Blanchard. Ce fut enfin « un moment fort de rassemblement, toutes les générations étaient

photo du mois



Le projet d'insigne des commissaires, porté sur la coiffe et sur les fourreaux d'épaule, associe l'insigne interarmées de l'EMA, entouré par les feuilles d'acanthé des commissaires et l'étoile des officiers d'administration.

RESSOURCES HUMAINES

Dialogue social : du nouveau

La rénovation du dialogue social dans la fonction publique découle directement de la signature des accords de Bercy du 2 juin 2008 qui en fixent la nouvelle organisation.

Les accords de Bercy⁽¹⁾ confortent la représentativité syndicale. Ils définissent des conditions de candidature aux différentes élections professionnelles moins contraignantes. Ils harmonisent les cycles électoraux⁽²⁾, désormais tous les quatre ans, regroupés sur une même journée. Ils fixent les modalités de vote en donnant la possibilité de recours au vote électronique. Enfin, ils généralisent les élections des comités techniques (CT) dont les résultats servent à mesurer la représentativité syndicale.

LES TROIS FORMES DU DIALOGUE SOCIAL

À travers le dialogue social informel, les directeurs d'établissements rencontrent les représentants locaux du personnel; les sujets abordés concernent la vie quotidienne des agents de l'établissement⁽³⁾.

Le paritarisme reste de droit dans les commissions compétentes pour les situations individuelles des agents et a été abandonné dans les CT et CHSCT. La négociation est introduite par les accords de Bercy. Souvent limitée aux accords salariaux, elle pourra aborder des thèmes aussi structurants que le temps de travail, la formation continue, le déroulement de carrière ou l'égalité homme-femme.

La circulaire de la fonction publique sur la négociation sera déclinée au niveau de notre ministère pour un fonctionnement plein et entier de ce niveau de dialogue social d'ici trois ans.

(1) Signataires : CFDT, CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CGC / Non signataires : FO, CFTC.

(2) Cependant, le prochain rendez-vous est fixé dans trois ans pour intégrer la fonction publique territoriale dans le calendrier quadriennal.

(3) C'est dans ce cadre que le Directeur central rencontre régulièrement les organisations syndicales en réunions bilatérales.

SUJET DU MOIS

En Afghanistan, le soutien continue...

Dans le contexte de redéploiement de la force en vue du désengagement progressif des forces françaises, le soutien mis en œuvre par le SCA en Afghanistan tient une place particulièrement importante.

Pour les unités chargées d'appuyer et de former les forces de sécurité afghanes dans le district de Surobi et dans la province de Kapisa, l'assurance d'une continuité dans la chaîne de soutien demeure primordiale, notamment pour les soldats positionnés sur des postes avancés, comme celui de la vallée d'Uzbeen. Ainsi, les deux *Battle Group* (Kapisa et Surobi) disposent chacun d'un commissaire, responsable du soutien de l'homme dans leur zone respective de responsabilité. C'est depuis Kaboul que la chaîne de

soutien est pilotée, par l'adjoint au soutien interarmes (ASIA), responsable de l'ensemble du soutien français en Afghanistan, qu'il s'agisse de la division logistique ou bien de la Dircom. Comme en France, la chaîne de soutien du SCA déployée sur le théâtre afghan est responsable des finances, de l'audit, du contentieux et des marchés, auxquels viennent s'ajouter la refacturation internationale et la gestion du personnel civil de recrutement local, employé au profit de la force (interprètes). À l'échelle des bataillons, les commissaires gèrent, en complément des dépenses engagées, le soutien matériel et alimentaire acheminé sur le théâtre, ainsi que l'aspect budgétaire lié au désengagement de matériel en partance vers la France, tout en s'assurant qu'il n'y ait, malgré les manœuvres logistiques d'envergure, aucune interruption dans la chaîne de soutien. ■

TÉMOIGNAGE

Le SCA détache son personnel en opération extérieure

Le LTT Simonnot-Virbel, officier communication du SCA, a été projeté pendant 6 mois en Afghanistan comme officier de presse du groupement tactique interarmes de Surobi.

L'exercice de la communication est passionnant dans nos armées, qui ont, toujours en 2012, besoin de faire connaître leurs activités et d'entretenir le lien Armée-Nation.

L'émergence du SCA en 2010 a nécessité une communication rigoureuse permettant de faire connaître la nouvelle structure et l'organisation du service. Cette rigueur se vérifie dans le cadre de la communication opérationnelle, hors de nos frontières.

Le contexte particulier du premier semestre 2012, à savoir nos nouveaux modes d'action (l'appui à l'armée afghane), le processus de transition (le district de Surobi est l'un des premiers à effectuer un transfert de responsabilité de la sécurité aux afghans) et l'élection présidentielle française, ont rendu certains sujets particulièrement délicats en termes de médiatisation. Ainsi, en six mois, plus d'une quarantaine de journalistes français et étrangers se sont rendus sur la base dans laquelle j'opérais. Des médias s'intéressant principalement aux relations de travail entre l'armée française et l'armée afghane, sujet sensible depuis l'émergence

d'une menace d'infiltration insurgée dans les rangs afghans.

Ma fonction m'a conduit à accompagner journalistes, photographes et cameramen sur le terrain, lors des nombreuses opérations dans les vallées en Surobi et en Uzbeen. Ils ont découvert, au plus près, la réalité de ces nouveaux modes d'action qu'adoptent les forces de la coalition dans les domaines de la sécurité, du développement et de la gouvernance. Une mission donc très riche tant sur le plan personnel que professionnel, où j'ai pu également être témoin de la finalité opérationnelle du soutien piloté depuis la métropole et sur le théâtre par les organismes du SCA. ■



Aéroport de Kaboul, 16 mai 2012 : séance photo au bataillon d'hélicoptères, en vue d'une exposition parisienne sur les femmes militaires.

Zoom : l'encadrement juridique du désengagement

La CNE Petetin⁽¹⁾ a effectué, sur ordre de l'EMA, une mission de Legad au Kosovo. Objectif : dresser un bilan des risques juridiques liés au désengagement.

Capitaine, dans quel contexte avez-vous effectué cette mission ?

Le théâtre avait ressenti le besoin d'une expertise juridique, notamment sur l'emploi des règles d'engagement et les procédures opérationnelles permanentes. De plus, dans un contexte de désengagement, il s'avérait nécessaire de mener une étude complète sur les risques juridiques liés au désengagement des emprises occupées par la France.

De quelle manière avez-vous mené cette étude ?

Dans un premier temps, il s'agissait d'établir l'historique de chaque emprise, afin de déterminer leur statut juridique. Ensuite, d'étudier les procédures de rétrocession mises en place par la KFOR et l'UNMIK, pour évaluer à terme le risque de contentieux devant les juridictions françaises. En outre, le désengagement est susceptible d'entraîner des contentieux en droit du travail, puisque nous employons du personnel de recrutement local, dont il faudra résilier le contrat. Le contentieux contractuel doit également être étudié dans la mesure où nous externalisons certaines prestations auprès d'entreprises locales (lavage des véhicules, entretien des photocopieurs...).

Une expérience enrichissante ?

Oui, très enrichissante, qui m'a permis d'être confrontée à des questions juridiques très diverses. Au-delà de ces considérations, c'est aussi l'image de la France et de ses intérêts qui est en jeu lorsque le retrait des troupes s'effectue.

(1) Le capitaine Céline Petetin est adjoint du chef du bureau activités de la division activités-protection de l'état-major de Soutien Défense de la zone Sud.

VIE DES ORGANISMES

Une organisation des PFAF normalisée, orientée vers les clients

Depuis février 2012, les PFAF sont entrées dans une phase de transformation. Leur environnement s'étant progressivement stabilisé (clients, fournisseurs, outils...), une organisation commune des sept plateformes a été choisie fin 2011, afin d'accroître leur lisibilité. Le modèle met un accent fort sur la qualité et la rapidité du service rendu aux clients, GSBdD et états-majors centraux, pour faire face aux évolutions et aux exigences croissantes qui caractérisent le service public aujourd'hui.

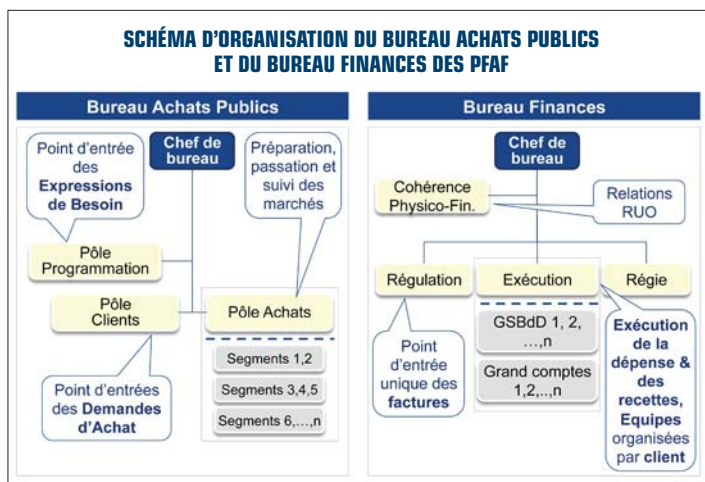
Les bureaux Achats publics et Finances sont au cœur de cette transformation. Leurs nouvelles structures assureront une fluidification des processus, mais également un métier plus varié pour les agents. Aux achats, de nouvelles équipes polyvalentes par segment d'achats sont constituées afin :

- d'améliorer la compréhension des besoins et acquérir une connaissance approfondie des fournisseurs ;
 - de mieux intégrer les activités de préparation, passation et suivi des marchés, pour une vision globale de l'achat et une professionnalisation accrue des acheteurs.
- Aux finances, des équipes organisées par client traitent le processus d'exécution de

la dépense de bout en bout pour :

- ancrer l'orientation client en organisation ;
 - mieux réagir aux variations de charges.
- Au plus tard le 1^{er} janvier 2013, les sept PFAF fonctionneront selon ce modèle. En partenariat avec le bureau Pilotage du Cesga, qui propose un accompagnement méthodologique et des sessions de formation, sept équipes projet locales mettent tout en œuvre pour atteindre la

cible dans le temps imparti. La qualité du travail fourni et les efforts consentis par l'ensemble du personnel des PFAF, qui vit cette période de transition tout en continuant à répondre aux attentes des clients avec les mêmes exigences, doivent être ici soulignés. Chaque jour, ces équipes illustrent la capacité de nos organismes à se transformer, pour mieux anticiper et s'adapter aux évolutions de notre environnement. ■



L'ORGANISATION DES PFAF EN ORDRE DE MARCHÉ

L'organisation commune des bureaux Achats publics et Finances des sept plateformes a été déterminée suite à un travail approfondi mené auprès de certaines d'entre elles fin 2011, en particulier la plateforme Nord-Est de Metz et la plateforme Sud-Ouest de Bordeaux. Ces travaux sont, depuis mars, complétés par une réflexion sur le modèle d'organisation des BCA BdD sous le pilotage de la sous-direction Achat-Soutien de la direction centrale du SCA.

FORMATION POUR L'ENCADREMENT

Pour accompagner la transformation, une formation de deux jours au management et aux méthodes d'amélioration des modes de fonctionnement est proposée à l'encadrement de chaque plateforme. Fin juillet, environ vingt personnes par entité en auront bénéficié, soit près de 140 agents.

UN SÉMINAIRE SUR LES BONNES PRATIQUES

Les chefs de bureau Achats publics et Finances des plateformes ont participé à un séminaire d'échange de leurs bonnes pratiques organisé par le CESGA les 13 et 14 juin à Rambouillet. Ce séminaire, structuré autour de quatre tables rondes, a été l'occasion pour les chefs de bureau des PFAF de réfléchir à la généralisation de pratiques efficaces développées en local. Les thèmes abordés portaient par exemple sur l'amélioration des expressions de besoins en matière d'achat public et les modalités d'accompagnement des clients dans ce domaine ou encore sur la réduction des délais de réception des services faits.

DES FORMATIONS AU PROFIT DES ACHETEURS

Un effort de formation significatif sera fait pour accompagner la transformation et la spécialisation des acheteurs. Il comprend l'actualisation des formations en local proposées par chaque plateforme et l'élaboration d'une offre de formation dédiée sous le pilotage du CESGA. Ces nouvelles formations seront proposées aux acheteurs juniors et seniors début 2013 à l'issue de la notification de la procédure menée par la PFAF CO.

Transformation des PFAF, les perceptions du terrain à Rennes

Entamés en début d'année, dans un premier temps « en petit comité » (équipe locale de projet), les travaux de transformation de l'organisation de la PFAF centre-ouest de Rennes ont été vécus de façon différenciée entre bureau Finances et bureau Achats publics.

Déjà organisé en entités identifiées par clients, le bureau Finances s'est réorganisé selon trois axes :

- la montée en puissance de la section régulation orientation, déjà engagée en octobre 2011, avec l'implantation du logiciel Félix ;
- la concentration de l'activité recettes non fiscales (MP5) dans une entité dédiée ;
- l'intégration de l'activité MP9 dans toutes les cellules de production, avec, en corollaire, un redimensionnement des cellules en fonction de la charge observée.

Pour le bureau Achats publics, l'adaptation au nouveau modèle l'a conduit d'une organisation « phasée » (préparation, passation, suivi) à une architecture composée selon la logique des segments d'achats. Un même groupe d'acheteurs se voit ainsi confier la totalité des opérations inhérentes à un marché, y compris le suivi de son exécution.



Le CCL Lefevre, directeur adjoint de la PFAF CO.

L'intérêt d'adopter cette organisation, tant pour la performance de la plateforme que pour ses agents, est apparu très rapidement.

Dans le domaine financier, l'enjeu principal était de sanctuariser une « tour de contrôle », connaissant et pilotant les flux de factures (régulation-orientation), déchargeant les cellules de production de tâches matérielles, et fournissant des ins-

truments de pilotage crédibles et accessibles aux agents et aux clients. En matière d'achat public, il s'agissait d'atteindre une meilleure performance économique et qualitative en supprimant les césures, artificielles voire contre-productives, tout en augmentant, à terme, l'intérêt professionnel du métier par l'émergence d'acheteurs référents sur les différents segments. Mi-juin 2012, l'organisation cible est quasiment atteinte pour le bureau Finances et le bureau Achats publics. Restera ensuite pour les deux entités à actualiser les procédures, fiches de tâches...

Cette nouvelle évolution, moins de 18 mois après la création de la plateforme, ne s'est pas, pour autant, dessinée sans appréhensions ni contraintes. Des actions de communication interne, le souci de limiter les mouvements « géographiques » des agents, des formations principalement dans le domaine de l'achat dispensées intensivement tout au long du semestre, une formation de deux jours au management et à l'amélioration du fonctionnement ont contribué à accompagner ce changement en le rendant le moins contraignant possible, tant pour les individus que pour l'activité. ■

FOCUS

Changements de résidence et déplacements temporaires, mode d'emploi

Dédiée aux changements de résidence et déplacements temporaires, la première instruction « métier » du service a été signée le 11 avril dernier par le directeur central.

Un guide au profit des GSBdD

L'instruction n°7100/DEF/DCSCA/REJ-CCDI n'est ni un recueil de la réglementation applicable dans le domaine, ni un texte réglementaire de plus dans le paysage des droits individuels, c'est un outil méthodologique qui donne aux GSBdD des clés de lecture des changements de résidence et des déplacements temporaires. Les CRDT s'inscrivent dans un environnement complexe : réglementation foisonnante, qui diffère selon les statuts, parfois selon les armées, nouveau système d'information, FD@LIGNE, auquel les BdD sont progressivement raccordées, dissolution d'organismes de droits individuels d'ar-

mées⁽¹⁾ et création, montée en puissance ou modification du périmètre de compétences d'un grand nombre d'acteurs⁽²⁾. Fruit d'une réflexion menée avec l'aide des acteurs quotidiens des CRDT, la grille de lecture de l'instruction est construite autour de ces acteurs et réalisée pour eux.

Instruction « 7100 », mode d'emploi

Deux parties (déplacements temporaires/ changements de résidence) s'articulent selon un schéma identique permettant à chaque acteur de trouver rapidement la réponse attendue en fonction de trois critères de recherche :

- ma BdD est-elle raccordée au système d'information FD@LIGNE ?
- quel est mon rôle dans le domaine des CRDT ? Suis-je un administré muté ? Un correspondant administratif devant créer un ordre de mission ?
- quel type de réponse suis-je en train de rechercher : une procédure technique (comment enregistrer un dossier CR dans

FD@LIGNE?) ou une procédure réglementaire (que dois-je faire en cas de recours d'un administré devant la commission de recours des militaires ?).

Une information actualisée⁽³⁾ pour la satisfaction des droits de nos administrés

L'instruction « 7100 » évoluera au rythme des procédures, de la réglementation et des choix réalisés par les décideurs du domaine afin d'être toujours en phase avec le quotidien des acteurs de terrain. Elle dispense dès à présent une information fiable et claire, car actualisée et mise à la portée de tous et ce, dans l'objectif ultime de tout acteur dont le métier est le droit individuel : satisfaire au mieux les droits de nos administrés.

(1) CAAT de Vincennes, CTACs de Lille et Rennes, SDFIAC de Villacoublay.

(2) GSBdD, CAMID, CTAC de Bordeaux, DRH d'armées, DRH-MD, SMODI, DCSCA...

(3) Accessible sur le site du SCA, onglet Les Métiers du SCA/Droits individuels/CRDT.

NOS AGENTS ONT DU TALENT Du jeu de volant au badminton...

Pratiqué sans règles, avec des raquettes de paume, un jeu de volant existait déjà au XVI^e siècle, à la cour de François 1^{er}. Quant au badminton actuel, il serait né au château du duc de Beaufort, à Badminton, à la fin du XIX^e siècle.

« Il n'y a pas si longtemps, ce sport était uniquement considéré comme un sport de plage, nous confie le major Bourez, on ignore souvent que cette discipline est olympique depuis 1992. »

Le major Bourez est adjoint au chef de section passation des marchés BdD à la PFAF-CO Rennes et, depuis le 19 avril dernier, vainqueur du championnat national Terre de badminton, catégorie vétéran. Une victoire qui lui a ouvert les portes du championnat de France militaire.

Durant trois jours de compétition, du 17 au 19 avril 2012 à Mulhouse, 120 militaires des trois armées et de la gendarmerie se sont rencontrés. Pour sa première participation, le major Bourez a décroché une très belle 4^e place, qui le prive de podium mais le motive pour revenir l'année pro-



Le major Bourez au récent championnat national Terre de badminton.

chaine défendre ses chances et décrocher le titre.

Le major Bourez a découvert ce sport de raquette vers 40 ans, lors d'un séjour au Sénégal au cours duquel il le pratique deux à trois fois par semaine, en loisir. De retour en métropole en 2003, il choisit, pour progresser, d'intégrer les structures d'un club de badminton car

« ce sport demande précision et endurance, nous explique-t-il. Il nécessite donc non seulement une excellente condition physique mais aussi beaucoup de technique. » Un chiffre illustre cette exigence, le volant de badminton, fait de liège et de plumes, ne pèse que 5 grammes mais peut atteindre et même dépasser les 400 km/h lors du smash !

Agenda

Visites du directeur central :

- 28 et 29 juin : CAMID Brest
- 11 juillet : ELOCA Mourmelon
- 12 juillet : ELOCA Châtres
- 16 juillet : ELOCA Toulon

En bref



Visite sénatoriale de l'ELOCA Toulon

Le 9 mai dernier, Messieurs Dulait et Roger, sénateurs membres de la Commission des affaires étrangères et de la défense, se sont rendus sur la base de défense de Toulon. À l'occasion de cette visite axée sur le soutien au service de l'opérationnel, ils ont été reçus par le directeur de l'Établissement logistique du commissariat des armées (ELOCA), le CRC2 Trémintin, qui leur a présenté la section Vives opérationnels. Cette section est chargée de confectionner les palettes de vives composant les unités logistiques embarquées sur les pétroliers-ravitailleurs, le porte-avions, mais aussi d'autres bâtiments de surface, afin de prolonger leur autonomie à la mer en assurant l'alimentation de 300 hommes pendant 10 jours. Autre activité : le conditionnement des « trentaines ». Destinée aux sous-marins nucléaires d'attaque, la trentaine nourrit 80 sous-marinières pendant 30 jours. Cette présentation a permis d'appréhender les contraintes logistiques du soutien opérationnel lié au ravitaillement : réactivité, obligation de sécurité sanitaire des aliments et gestion économe des stocks.

ERRATUM : M^{me} Pineau Fortin est intervenue dans la précédente *Lettre du SCA* en sa qualité de déléguée à la prévention du SCA et non en tant que responsable de la section Prévention des risques au CESCOF.

